联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura | منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Renforcer la résilience et la relance après les situations de crise et les menaces: le rôle des forêts et de la faune sauvage

Kinshasa (République démocratique du Congo), 22 - 26 août 2022

DEVELOPPER UNE BIOECONOMIE CIRCULAIRE DURABLE EN AFRIQUE GRACE AUX PRODUITS FORESTIERS : TENDANCES, OPPORTUNITES ET ENJEUX[1]

I. CONTEXTE - VERS UNE BIOÉCONOMIE AU SERVICE D'UNE ALIMENTATION ET D'UNE AGRICULTURE DURABLES

1. La FAO considère la bioéconomie au service d'une alimentation et d'une agriculture durables comme l'un des domaines prioritaires de son programme (DPP) [2] dont l'objectif est de protéger, de restaurer et de favoriser l'utilisation durable des écosystèmes terrestres et marins et de lutter contre les changements climatiques (réduction, réutilisation, recyclage, gestion des matières résiduelles, les 4R) grâce à des systèmes agroalimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables. La bioéconomie est définie comme étant la production, l'utilisation, la conservation et la régénération des ressources biologiques, notamment le savoir, la science, la technologie et l'innovation qui s'y rapportent, afin de

[1] Cette note sert de document de référence informel résumant les principales conclusions du rapport à paraître : FAO et Dalberg Catalyst. À paraître. Bâtir une bioéconomie durable et circulaire en Afrique grâce aux produits forestiers - tendances, opportunités et enjeux. Rome. Sauf mention contraire, les informations fournies dans ce document sont référencées dans le rapport.

[2] FAO. 2021. Cadre stratégique 2022-31. https://www.fao.org/3/cb7099fr/cb7099fr.pdf

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

fournir des solutions durables (informations, produits, processus et services) au sein de tous les secteurs et entre ceux-ci, et de permettre une transformation vers une économie durable.[3] [4]

2. Les forêts peuvent être considérées comme étant l'infrastructure biologique la plus importante et la source principale de biomatériaux renouvelables et de bioénergie, ainsi que le premier habitat de la biodiversité et le puits de carbone terrestre le plus important. L'utilisation durable des produits et services forestiers et ligneux, tels que les matériaux de construction, les aliments et l'énergie, offre donc des possibilités uniques de transition vers une bioéconomie circulaire durable. Les produits issus de ces chaînes de valeur forestières contribuent à un éventail de secteurs économiques majeurs, à savoir l'agriculture, l'énergie, la construction, la santé, la fabrication et les services.

3. Il est estimé que la consommation mondiale annuelle de toutes les ressources naturelles, telles que la biomasse, les combustibles fossiles, les métaux et les minéraux, fera plus que doubler, passant de 92 milliards de tonnes en 2017 à 190 milliards en 2060, en raison de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus. La biomasse, y compris les produits forestiers, ne couvre que 25% de la demande totale de matériaux. La production mondiale de bois rond, qui atteindra 3,91 milliards de mètres cubes en 2020, a augmenté de 12% au cours des deux dernières décennies.[5]

4. Selon les prévisions, la demande de biomasse devrait encore augmenter pour répondre aux besoins croissants en matière d'alimentation, d'énergie, de logement et d'autres utilisations matérielles. La demande de biomasse d'origine forestière sera portée au niveau mondial principalement par la construction et l'emballage. Pour répondre durablement à la demande croissante de biomasse d'origine forestière, il faudra augmenter l'offre de ressources par la restauration, le reboisement et le boisement de terres dégradées et une meilleure efficacité des ressources.[6]

5. Dans la plupart des pays africains, la bioéconomie est un concept nouveau. Par exemple, en Éthiopie, le développement de la bioéconomie est envisagé dans le contexte plus large d'une économie verte et, ces dernières années, de nombreuses stratégies, politiques et initiatives liées à la bioéconomie ont été adoptées par le gouvernement, notamment une stratégie d'économie verte résistante aux changements climatiques (CRGE) (2011-2025) et un Plan de croissance et de transformation. Au Ghana, la bioéconomie est principalement axée sur la biotechnologie, le développement rural, les alternatives aux importations de combustibles fossiles, le développement de la capacité d'exportation de bioénergie et la gestion durable des ressources forestières, y compris le boisement et le reboisement.[7] En Afrique de l'Est, l'état de la bioéconomie a été évalué, indiquant que l'utilisation fréquente de ressources biologiques pour l'alimentation, l'énergie et la médecine sous leur forme naturelle recèle un énorme potentiel de valorisation de ces ressources biologiques via le développement d'une bioéconomie.[8] Selon le Panel Malabo Montpellier (2022), le Ghana, la Namibie,

---

[3] IACGB (Conseil consultatif international sur la bioéconomie mondiale). 2020. Expanding the Sustainable Bioeconomy – Vision and Way Forward. Communiqué of the Global Bioeconomy Summit 2020. Berlin. https://gbs2020.net/wp-content/uploads/2020/11/GBS2020_IACGB-Communique.pdf)

[4] FAO. 2021. Quarante-deuxième session de la Conférence 14-18 juin 2021 Cadre stratégique 2022-31, Plan à moyen terme 2022-25 et Programme de travail et budget 2022-23 (Projet de résolution). 8 pp. (également disponible à: C 2021/LIM/4 (fao.org).

[5] FAO. 2022. La situation des forêts du monde 2022. Des solutions forestières pour une relance verte et des économies inclusives, résilientes et durables. Rome, FAO. https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CB9360FR

[6] FAO. 2022. The State of the World's Forests 2022. Forest pathways for green recovery and building inclusive, resilient and sustainable economies. Rome, FAO. https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CB9360FR

[7] Verkerk, P.J., Hassegawa, M., Van Brusselen, J., Cramm, M., Chen, X., Maximo, Y. I., Koç, M., Lovrić, M. and Tegegne, Y. T. 2022. The role of forest products in the global bioeconomy – Enabling substitution by wood-based products and contributing to the Sustainable Development Goals. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cb7274en

[8] Virgin, I., Diaz-Chavez, R., Morris, E.J., Haileselassie, T., Tesfaye, K., De Cliff, S., Njau, K., Munganyinka, E., Muyambi, F., Otim, M.O. 2022. The State of the Bioeconomy in Eastern Africa: 2022. Stockholm Environment Institute, The East African Science and Technology Commission and BioInnovate Africa. file:///C:/Users/Sven/OneDrive%20-

l'Ouganda et l'Afrique du Sud ont été identifiés comme des pays ayant combiné les biosciences, la technologie et l'engagement politique en faveur des innovations et des opportunités politiques au service de la bioéconomie en Afrique.[9]

6. La bioéconomie forestière en Afrique est un écosystème unique présentant son propre ensemble d'opportunités et de défis. Elle peut être caractérisée

- comme un moyen de développement socio-économique des communautés locales, au lieu d'être uniquement guidée par des aspirations de conservation, de capitalisation des ressources naturelles ou de réindustrialisation ;
- par un enjeu majeur liée à des pertes importantes de forêts dues à l'expansion agricole, à l'exploitation forestière, à l'exploitation minière, à la récolte du bois de chauffe, et à d'autres facteurs;
- par le nombre limité d'industries intégrées à valeur ajoutée le long des filières forestières et la dépendance persistante à l'égard du commerce des produits primaires des ressources forestières ;
- par une forte présence de marchés informels regroupant de petits opérateurs et des acteurs fragmentés procurant des revenus et des emplois directs importants, mais handicapés par un sens aigu des affaires peu développé et un accès limité aux financements et aux marchés ;
- par une économie circulaire forestière sous-développée qui produit encore des « déchets » de valeur qui pourraient être réutilisés sur la base des 4R et des principes d'utilisation en cascade, afin de réduire le gaspillage et de créer d'autres opportunités en termes d'emplois verts ainsi que de biens et services.

II. L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE EN AFRIQUE

7. Les produits du bois en Afrique génèrent le plus clair de leur valeur par le biais d'activités de production primaire dans cette région importatrice nette de produits forestiers. En 2011, on estimait que le secteur formel de la récolte et de la transformation du bois en Afrique rapportait 17 milliards de dollars EU par an, dont un peu moins de deux tiers provenaient des activités de foresterie et d'exploitation forestière, et environ un tiers provenait des activités de transformation. La création de valeur dans le cadre des activités de transformation est largement attribuée à la production de charbon de bois, de bois scié et de papier et carton.

8. Le combustible ligneux joue un rôle important dans le paysage énergétique de l'Afrique. L'énergie ligneuse représente 44% de l'approvisionnement total en énergie primaire dans la région, et on estime que 63% de la population dépend du bois pour cuisiner.

9. Dans la catégorie des produits forestiers non ligneux (PFNL), les aliments à base de plantes et la biomasse, notamment pour les produits médicinaux, aromatiques et les colorants, dominent le marché formel africain. Le commerce régional et la consommation locale des PFNL sont importants pour le commerce de ces produits dans la région, et dans de nombreux cas, ces marchés locaux et régionaux éclipsent ceux des produits exportés. Dans le secteur formel en Afrique, les plantes comestibles représentent à elles seules environ 45% de la valeur de la production commerciale des PFNL.

10. Cependant, le secteur des PFNL en Afrique bénéficie également d'échanges informels importants et les revenus que ces échanges génèrent sont en grande partie dominés par les PFNL

%20Food%20and%20Agriculture%20Organization/Documents/Sven/FAO/FO/RAF/Dalberg%20LoA/the-state-of-the-bioeconomy-in-eastern-africa-2022.pdf

[9] Malabo Montpellier Panel (2022). Nature's Solutions: Policy Innovations and Opportunities for Africa's Bioeconomy. Kigali, Rwanda. https://www.mamopanel.org/media/uploads/files/Bioeconomy_Report-Malabo_Montpellier_Panel-May_24_2022_WdoAcqS.pdf

d'origine animale. À la différence du secteur formel, les activités informelles dans le secteur des PFNL en Afrique ont été largement attribuées aux PFNL d'origine animale, évalués à 3,2 milliards de dollars EU. Les protéines naturelles constituent une part importante des régimes alimentaires locaux dans certaines zones de la région, comme le Bassin du Congo, où la viande de brousse est consommée aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans le Bassin, le commerce de la viande de brousse est un facteur important de l'augmentation de l'extraction des protéines des ressources forestières.

11. Les zones forestières peuvent fournir une multitude de services en matière de régulation, d'approvisionnement et de soutien, ainsi que des services culturels et sociaux. L'écotourisme contribue considérablement aux économies locales et aux efforts de conservation dans la région. Cependant, le secteur a été très affecté par la pandémie de COVID-19. Le paiement pour les services écosystémiques est de plus en plus répandu dans la région, bien que les activités menées ne soient pas exemptes de contraintes sociales et juridiques.

12. La pandémie de COVID-19 a eu un impact notable sur l'économie africaine, notamment sur la bioéconomie forestière du continent. Le secteur des services, en particulier le tourisme, est le secteur économique le plus touché financièrement par la pandémie. Les mesures préventives telles que les confinements, les mandats de distanciation sociale et les restrictions aux frontières et à la mobilité ont créé un choc économique pour l'écotourisme en Afrique. Le COVID-19 a également provoqué des perturbations de la demande, des prix à l'exportation et des chaînes d'approvisionnement en bois et en PFNL. Toutefois, dans certains cas, la COVID a entraîné une augmentation de la demande de plantes médicinales et d'aliments fonctionnels. La récolte illégale de bois et de PFNL en Afrique a augmenté en raison de la surveillance réduite des forêts par le secteur public. Les populations de la région, dont les revenus et les moyens de subsistance ont été affectés, se sont adonnées à des activités illégales telles que le braconnage et la production illégale de bois.

III. OPPORTUNITÉS POUR UNE BIOÉCONOMIE EN AFRIQUE BASÉE SUR LES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES

13. Les principaux biens et services issus des ressources forestières sont liés à six secteurs économiques, à savoir la construction, la fabrication, les services, l'agriculture, l'énergie et la santé. Les projections pour 2050 de la valeur marchande et de l'emploi pour les opportunités sont présentées ci-dessous à l'aide de la méthodologie appliquée et des hypothèses de modélisation décrites dans FAO et Dalberg (à paraître)[1].

14. Le secteur de la construction en Afrique offre la possibilité d'accroître l'utilisation durable des produits du bois. L'environnement bâti dans la région engendre 56% de la consommation d'énergie, 25 à 40% de la production de déchets et 5% de la consommation d'eau. Pourtant, les matériaux de construction modernes en bois, notamment le bois lamellé-croisé, qui dégagent moins d'émissions que le béton et l'acier, restent peu utilisés dans la région. Alors que l'on s'attend à ce que la population africaine double d'ici 2050, on estime que 80% des bâtiments nécessaires d'ici là n'ont pas encore été construits. Si cette tendance se poursuit, le marché des matériaux de construction durables est susceptible d'augmenter.

15. Cela pourrait également créer des puits de carbone grâce aux nouvelles plantations forestières à établir sur des terres agricoles, dégradées ou ouvertes pour un approvisionnement continu en bois. Au rythme actuel, pour répondre à la demande croissante de produits du bois en Afrique, il faudrait créer environ 300 000 hectares supplémentaires de plantations par an.

16. L'utilisation accrue de matériaux de construction en bois pourrait contribuer à la bioéconomie africaine à hauteur de 83 milliards de dollars EU d'ici 2050 grâce à la production et la transformation primaire du bois pour répondre à la demande de logements anticipée en 2050. On estime à 25 millions de dollars EU le nombre d'emplois qui pourraient être créés grâce aux plantations supplémentaires

nécessaires pour constituer l'approvisionnement en bois requis pour cette opportunité, et pour la transformation ultérieure nécessaire pour développer les matériaux de construction.

17. L'opportunité pour le développement de l'industrie manufacturière a été reconnue depuis longtemps dans la région et cela vaut également pour les ressources forestières. L'Afrique est la seule région au monde où la foresterie et l'exploitation forestière contribuent dans une plus large mesure que les activités de transformation au secteur de la récolte et de la transformation du bois. La capacité de transformation du bois est encore faible dans la région, de même que l'offre de bois industriel pour satisfaire la demande de produits en bois transformé, notamment en raison du faible niveau de développement et d'investissement dans les technologies et les compétences de la transformation du bois en place.

18. Pour saisir cette opportunité, des investissements importants seront nécessaires pour accroître les approvisionnements en bois, accéder aux marchés et renforcer les capacités technologiques et les compétences. Le secteur de la transformation du bois pourrait contribuer à la bioéconomie du continent à hauteur de 572 milliards de dollars EU d'ici 2050. Cette activité économique pourrait également créer environ 29 millions d'emplois au cours de la même période. Cette opportunité reposerait sur la transition du secteur vers une valeur ajoutée accrue grâce à des activités de transformation secondaire.

19. La croissance du tourisme local dans la région pourrait engendrer un avenir prometteur pour l'écotourisme en Afrique. Le tourisme local représentait 55% des voyages et du tourisme en Afrique en 2019, mais ce pourcentage a atteint 68% en 2020 en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux. Les pays de la région ont pris conscience de l'importance du tourisme local dans le développement d'un secteur touristique résilient qui protège contre les chocs internationaux. Cependant, même avec cette évolution récente, le niveau du tourisme national en Afrique est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 73%. Dans un contexte de croissance de la classe moyenne et du lancement récent de la zone de libre-échange continentale africaine, les voyages et le tourisme représentent un potentiel pour l'avenir de la bioéconomie dans la région.

20. Il existe également une opportunité de créer des projets visant à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) en Afrique pour les marchés mondiaux du carbone. Bien que l'Afrique soit parmi les premiers à avoir adopté les projets REDD, les transactions de crédits carbone émergent à peine dans la région, en grande partie en raison des exigences importantes en matière d'investissement en capital et du caractère obscur des droits et réglementations fonciers dans la région. Le marché du carbone dispose d'un potentiel important dans la région et a affiché une croissance sensible dans des pays comme le Pérou, qui a pu augmenter le volume de crédits carbone négociés de 1,5 MtCO2e en 2016 à 21,2 MtCO2e en 2018, soit l'équivalent de 9,85 MtCO2e négociés par an. Cette opportunité détermine le potentiel de l'Afrique à utiliser les projets REDD pour protéger les ressources forestières et générer des revenus par le biais des transactions de carbone.

21. L'écotourisme et les projets REDD peuvent contribuer respectivement des valeurs estimées à 605 et 31 milliards de dollars EU a la bioéconomie africaine d'ici 2050. Cette croissance de l'écotourisme serait stimulée par une augmentation du tourisme local qui contribuerait 62% des dépenses touristiques. Au rythme actuel de la déforestation, les projets REDD dans la région ont le potentiel de séquestrer 314 millions de tCO2e de carbone par an. L'opportunité pour l'écotourisme pourrait également créer environ 37 millions d'emplois directs et indirects supplémentaires, tandis que les projets REDD pourraient créer quelques 13 000 emplois pour les membres des communautés locales.

22. L'opportunité d'une intensification de l'agroforesterie en Afrique a le potentiel d'améliorer la situation socio-économique et environnementale des petits exploitants agricoles. L'agroforesterie a suscité de l'intérêt dans la région comme moyen d'améliorer les moyens de subsistance des ménages de petits exploitants agricoles en diversifiant les revenus et en assurant une plus grande résilience

écologique. La domestication d'espèces d'arbres indigènes peut également accroître les revenus et la sécurité alimentaire et suppléer la récolte sauvage. Bien que l'adoption de certains fruits comme cultures rentables soit encore limitée, la récolte de fruits sauvages est une activité prometteuse et rentable dans la région, dans la mesure où la viande et les plantes sauvages contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition des populations voisines des forêts en Afrique.

23. La production de fruits et de noix en Afrique a le potentiel de croître pour atteindre une valeur estimée à 200 millions de dollars EU en 2050. L'Afrique pourrait être en mesure de mieux répondre à la demande locale de fruits et de noix et de promouvoir l'exportation vers les marchés internationaux en étendant la zone de production et en améliorant les pratiques agronomiques. Cette opportunité pourrait également créer quelques 19 millions d'emplois équivalents temps plein.

24. L'Afrique est fortement dépendante du bois-énergie. En 2018, le bois-énergie représentait plus de 40% de l'approvisionnement total en énergie primaire sur le continent. Les énergies renouvelables pourraient couvrir 22% de la consommation finale totale d'énergie en Afrique d'ici 2030. Il est possible d'aborder la question de l'approvisionnement énergétique en récupérant plus efficacement les résidus forestiers et ligneux pour les biocombustibles dans la région. Le biocombustible à base de résidus forestiers permet un traitement circulaire du bois récupéré qui augmenterait la productivité du bois récolté.

25. D'ici 2050, les résidus forestiers en Afrique pourraient générer une énergie supplémentaire sous forme de bois d'alimentation d'une valeur de 621 millions de dollars EU. En outre, la transformation de cette matière première pourrait générer quelques 90 000 emplois.

26. Le secteur de la santé basé sur les produits forestiers revêt une valeur et un potentiel énormes en Afrique. Les médicaments à base de plantes représentent un marché mondial de plusieurs milliards de dollars, estimé à 83 milliards de dollars EU en 2019 et prévu atteindre 550 milliards de dollars EU en 2030. Certaines plantes médicinales présentes en Afrique subsaharienne ont une grande valeur sur ce marché mondial. Par exemple, le commerce du bois de rose rouge (Prunus africana) et de la pervenche (Catharanthus roseus) est évalué à environ 200 millions et 100 millions de dollars par an. Ces deux plantes sont disponibles dans la région et sont également utilisées comme traitements traditionnels.

27. Malgré la demande locale et mondiale pour ces produits, l'utilisation et le commerce des plantes médicinales en Afrique sont également largement non règlementés et informels. Bien que le secteur soit bien développé pour certaines chaînes de valeur telles que la griffe du diable et le hoodia en Afrique australe, le Prunus africana, le Voacanga, le Yohimbe, le Cola, le Strophanthus en Afrique centrale, le Prunus africana en Afrique de l'Est et le Griffonia en Afrique de l'Ouest, les investissements dans les débouchés commerciaux des plantes médicinales restent limités en raison de la disponibilité des données commerciales et de la dégradation des ressources due à une récolte accrue.

28. Il est possible d'améliorer la culture et la commercialisation des plantes médicinales en Afrique et d'évaluer le potentiel de combiner l'utilisation d'espèces sauvages récoltées et la culture et commercialisation de la production de plantes médicinales sélectionnées. Malgré la demande croissante pour les médicaments à base de plantes et la disponibilité des ressources naturelles en Afrique, une opportunité dans le secteur sera confrontée à des obstacles importants, notamment la taille imprécise du marché, les données commerciales limitées qui auraient un impact sur le risque d'investissement, ainsi que le manque de réglementation et le caractère informel du commerce actuel.

IV. CONCLUSIONS

29. La construction, la transformation du bois et le tourisme constituent des opportunités importantes et prêtes à réaliser des économies d'échelle pour une bioéconomie forestière croissante en Afrique. La transformation du bois, l'écotourisme local, la substitution des matériaux de construction en ciment et en acier, la culture et la commercialisation des arbres et la récolte des PFNL - d'origine

végétale et animale - présentent un impact socio-économique potentiel important. En outre, le remplacement des matériaux de construction en ciment et en acier présente des avantages écologiques qui peuvent avoir un impact notable sur l'atténuation du changement climatique en Afrique et permettre d'atteindre un plus grand nombre d'objectifs de développement durable que d'autres opportunités à fort potentiel.

30. Toutefois, la réalisation de cette bioéconomie forestière est confrontée à de nombreux défis. La bioéconomie forestière africaine présente un écosystème unique qui diffère des économies bien définies et réglementées que l'on trouve dans de nombreux marchés développés. L'un des principaux défis de la région est la perte importante de forêts due à l'expansion agricole, à l'exploitation forestière, à l'extraction minière, à la collecte de bois de chauffage et à d'autres facteurs. L'Afrique n'a pas non plus suffisamment intégré les industries à valeur ajoutée dans les chaînes de valeur forestières et continue de dépendre du commerce des produits primaires des ressources forestières. La région doit donc se prémunir contre les activités illégales et mettre en place des mécanismes de suivi des stocks de matériaux récoltés utilisés de manière informelle, ce qui permettra de mettre en place les interventions adéquates pour soutenir l'utilisation durable des ressources forestières.

31. Bien que la bioéconomie forestière de l'Afrique ait un potentiel d'impact important, les voies pour réaliser cet impact ne sont pas toujours claires et diffèrent selon les sous-régions et les pays. Ceci est évident dans la nature limitée et fragmentée des données disponibles dans le secteur. Cela est également vrai pour les opportunités dont l'impact potentiel est largement reconnu, comme par exemple la viande sauvage provenant de la forêt, les plantes sauvages comestibles et les plantes médicinales.

32. Toutes les opportunités identifiées offrent à la population africaine des avantages socio-économiques, écologiques et sociaux supplémentaires. La bioéconomie forestière du continent a le potentiel de contribuer de manière significative au développement, mais elle gagnerait à obtenir le soutien des parties prenantes dans les différents secteurs de l'écosystème pour exploiter ce potentiel, et des investissements pour mieux comprendre les opérations et les marchés des chaînes de valeur forestières sur le continent. Ce dernier point est particulièrement important pour le développement inclusif des secteurs, afin qu'il puisse progresser sans exclure les petits producteurs et le secteur informel.

33. Tant les secteurs privé que public seront essentiels pour lever les obstacles à la croissance de la bioéconomie forestière en Afrique. Les différents secteurs économiques et chaînes de valeur identifiés requièrent qu'une série d'acteurs s'associent pour développer les différents aspects de la bioéconomie forestière en Afrique.

V. RECOMMANDATIONS

34. Afin de développer davantage la bioéconomie forestière en Afrique, il serait notamment nécessaire de :

- Promouvoir l'élaboration de politiques, de stratégies et de législations qui soutiennent la transition vers une bioéconomie aux niveaux national, sous-régional et régional, tout en veillant à ce que le secteur forestier soit au centre de ces politiques et stratégies. Les interventions proposées devraient être contextualisées à travers les structures gouvernementales assurant la consommation et la production durables des produits forestiers.
- Établir des partenariats public-privé innovants pour promouvoir les bioéconomies forestières de l'Afrique, par exemple par la recherche sur l'approvisionnement en produits forestiers récoltés de manière durable, et apprendre les uns des autres à travers l'échange et le partage des bonnes pratiques.
- Créer des plantations durables pour remédier au déficit en bois de l'Afrique et répondre à la demande de bois industriel et de bois de chauffage de la région. En tant que moyen potentiellement performant d'appui au développement économique rural, tant par le biais de

programmes agroforestiers que par le développement de lots commerciaux par des acteurs plus importants, le développement de ces zones ciblerait également les populations vulnérables.

35. La FAO pourrait appuyer les pays dans la mise en œuvre de ces recommandations :

- Aider les pays à développer des sociétés à faible émission de carbone grâce à un stockage accru du carbone dans les produits forestiers et à la substitution de produits à forte émission de carbone et à base de combustibles fossiles, ainsi qu'à la mise en place de systèmes de surveillance connexes.
- Contribuer l'expertise pour le développement de politiques et de législations ciblées favorables à une bioéconomie forestière, notamment des politiques soutenant la production et l'utilisation du bois durable et facilitant l'intégration de produits forestiers dans les Contributions déterminées au niveau national.
- Soutenir les pays dans le cadre du renforcement des capacités pour le développement d'industries forestières efficaces et durables appliquant les principes de la bioéconomie et l'utilisation en cascade afin de garantir des habitudes de consommation et de production durables des produits forestiers.
- Aider les pays à développer de manière plus poussée les données et informations factuelles sur les tendances futures de l'approvisionnement et de la demande des produits forestiers clés.
- Grâce à la collaboration avec les pays membres et leur secteur privé et la communauté internationale, coordonner l'harmonisation des processus et initiatives pertinentes afin de développer davantage les chaines de valeur durables du bois pour des économies neutres en carbone et résilientes en Afrique, telles que l'Initiative « Du bois durable pour un monde durable » (SW4SW), le Conseil international de politique commerciale pour l'agriculture et l'alimentation (IPC), le Comité consultatif de la filière bois durable (ACSFI), le Mécanisme Forêts et paysans (FFF) et le Mécanisme de restauration des forêts et des paysages (FLRM), et mobiliser les financements pour le développement de la filière bois, en particulier l'élaboration de stratégies de financement forestier, la planification opérationnelle et le développement des marchés.